

Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire
Band: 23 (2016)
Heft: 2: Transnationale Feminismen = Féminismes transnationaux

Artikel: L'éducation des filles comme vecteur de coopération internationale : un défi par la Fédération internationale des femmes diplômées des universités (1919-1970)
Autor: Hunyadi, Marie-Elise
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-650822>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 22.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'éducation des filles comme vecteur de coopération internationale

Un défi relevé par la Fédération internationale des femmes diplômées des universités (1919–1970)

Marie-Elise Hunyadi

Lors du dernier trimestre de l'année 1918, Caroline Spurgeon, professeure de littérature anglaise à Bedford College à Londres, rencontre Virginia Gildersleeve, doyenne de Barnard College à New York, au cours d'un voyage destiné à renforcer les relations entre universités britanniques et nord-américaines. C'est le premier pas vers la création de la Fédération internationale des femmes diplômées des universités (FIFDU). Dans ce contexte de fin de guerre, la création d'une association internationale réunissant des femmes diplômées leur apparaît comme un moyen de favoriser la paix en encourageant la compréhension et la coopération entre les peuples. La fondation officielle de la FIFDU, un an plus tard, répond en outre au besoin des femmes universitaires de se différencier des autres organisations internationales féminines, en se rassemblant autour d'enjeux plus spécifiques à leur expérience universitaire, comme l'accès des femmes aux études et aux professions supérieures.¹ Conçue comme une fédération d'associations nationales, la FIFDU se développe rapidement grâce à l'action conjointe de nombreuses diplômées américaines et britanniques. Elles utilisent alors leur longue expérience associative avec pour objectif d'aider leurs homologues étrangères à se regrouper en association lorsque cela n'est pas déjà le cas, et de les inciter à adhérer à la Fédération.

Dirigée vers la promotion de la condition des femmes dans les mondes académique, scientifique et social, l'action de la FIFDU est ainsi soutenue par une volonté de favoriser le dialogue entre des femmes appartenant à différentes cultures. La vie de la Fédération est rythmée par les réunions régulières des comités de travail, les congrès trisannuels et les conseils annuels. Ces moments représentent autant d'occasions de rencontres et de discussions pour ses membres, qu'elles poursuivent par d'intenses correspondances formelles et informelles. Conscientes d'appartenir à une élite privilégiée, ces universitaires entendent permettre à toujours plus de femmes de suivre leurs traces, notamment en finançant des bourses internationales d'études et de recherche. De plus, la FIFDU aspire à fonctionner comme un centre de mutualisation des informations concernant l'éducation et les opportunités professionnelles des filles et des femmes dans ses divers pays membres. Dans

ce cadre, elle coopère avec deux organisations intergouvernementales, l'Institut international de coopération intellectuelle (IICI) de la Société des Nations durant l'entre-deux-guerres, puis, après 1946, avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Cette contribution² se propose d'explorer une partie des enquêtes menées par la FIFDU autour de la thématique de l'éducation des filles et de dégager plusieurs pistes de réflexion pour analyser les enjeux de pouvoir que donne à voir son fonctionnement collaboratif. Comment se manifeste le dialogue interculturel dans ces travaux, tant au moment de leur élaboration que dans les documents finalisés? Quelles évolutions des thématiques se dégagent durant la période étudiée, qui court de la création de la Fédération en 1919 à la fin des années 1960, moment où sa participation à l'œuvre de l'UNESCO est bien établie? Quels ajustements l'accroissement du nombre de pays membres implique-t-il pour ces enquêtes? Par là même, cette étude de cas entend rendre compte de certains apports et difficultés du contexte transnational dans lequel s'insère la FIFDU, en mobilisant principalement les documents internes à la Fédération (rapports d'enquêtes, procès-verbaux des congrès, conseils et comités de travail), ponctuellement complétés par certaines archives de l'IICI et de l'UNESCO.

De part et d'autre de l'Atlantique: une fédération en quête d'identité durant l'entre-deux-guerres

Lors de la création de la FIFDU en 1919, l'internationalisation des mouvements féminins,³ intellectuels⁴ et éducatifs⁵ est déjà bien amorcée. Ce contexte facilite l'interconnexion entre réseaux et explique l'augmentation rapide du nombre de pays membres de la Fédération durant l'entre-deux-guerres. Les premières associations à rejoindre les diplômées américaines et britanniques sont celles du Canada, d'Europe occidentale et des pays nordiques, et sont suivies au milieu des années 1920 par une dizaine de pays d'Europe de l'Est. A l'aube de la Seconde Guerre mondiale, les membres provenant d'autres régions constituent donc plutôt des exceptions, même si tous les continents sont représentés grâce aux associations implantées en Inde, Australie, Nouvelle-Zélande, Mexique, Brésil, Argentine, Afrique du Sud, Palestine et Egypte. Ces dernières ne prétendent pourtant pas toujours représenter des femmes de culture nonoccidentale, comme l'illustre le cas de l'association égyptienne. Celle-ci se voit tout d'abord refuser son adhésion à la Fédération au motif qu'aucune de ses membres ne possède la nationalité égyptienne.⁶ En effet, les noms des premières adhérentes évoquent vraisemblablement des expatriées européennes et anglo-saxonnes. Cette association veut alors valoriser son caractère d'emblée «international

dans sa conception et sa composition en raison de la nature cosmopolite»⁷ du pays. Elle reconnaît néanmoins que l'arrivée quelques années plus tard de femmes égyptiennes diplômées des universités locales rend l'association plus conforme à sa fonction.

L'hégémonie américano-européenne se manifeste alors dans le fonctionnement de la FIFDU. Déjà, la quasi-totalité des manifestations a lieu en Europe, ce qui rend la participation des femmes venant de régions éloignées difficile et coûteuse. De plus, les membres élues au bureau de la Fédération appartiennent presque systématiquement à des associations d'Amérique du Nord, d'Europe occidentale ou d'Europe du Nord. Les archives laissent entrevoir également quelques situations où les différences culturelles désavantagent certaines membres dans les comités de travail. Par exemple, lors du conseil de 1928, Mlle Sorabji de l'association indienne se plaint qu'il est quasiment impossible pour ses compatriotes de rivaliser avec les étudiantes des autres pays pour obtenir les bourses internationales de la Fédération. Selon elle, d'une part, les conditions des universités en Inde ne permettront pas d'atteindre les critères scientifiques posés par la FIFDU avant de nombreuses années. Elle souligne, d'autre part, que les étudiantes indiennes auraient davantage besoin de bourses à caractère professionnalisant.⁸ Deux ans plus tard, c'est la Française Marie-Louise Puech, appuyée en cela par l'Espagnole Clara Campoamor, qui regrette l'absence de représentante de la culture latine dans le comité d'attribution des bourses, rappelant que les différences culturelles existant entre universités et, par conséquent, dans les dossiers des étudiantes ne doivent pas induire de biais de sélection.⁹ Les archives ne signalent que brièvement ces réflexions, et ne rendent pas compte des discussions qui les ont suivies. Toutefois, ces épisodes sont révélateurs des difficultés à gérer les différences de standards universitaires et de besoins de formation existant déjà entre pays latins et anglo-saxons, puis non occidentaux.

Parallèlement à l'aide matérielle apportée aux étudiantes, les membres de la Fédération entendent combler le manque de documentation traitant de l'éducation des filles. Lors du premier congrès de 1920, une des fondatrices de la FIFDU, Virginia Gildersleeve, propose que chaque association expose les conditions de l'éducation supérieure des femmes dans son pays. Cela permettra de définir les objectifs et les statuts de la Fédération en ayant connaissance de la situation et des besoins des femmes diplômées dans tous les pays adhérents. Cette étude initiale est une première tentative de production de données comparatives, mais elle se limite en fait à une juxtaposition de rapports inégaux en quantité et en qualité et peu discutés en eux-mêmes. Les quinze exposés présentés décrivent la structure des différents systèmes d'éducation secondaire et supérieure ouverts aux filles, en développant tantôt le nombre d'étudiantes inscrites, les

possibilités de logement leur étant destiné, les carrières accessibles ou encore l'organisation de leur association.¹⁰

C'est au troisième congrès de la FIFDU en 1924 que l'idée de la première grande enquête apparaît. Il est alors proposé de créer un comité spécial chargé de centraliser les informations sur les programmes et l'organisation de l'enseignement secondaire parmi les différentes associations.¹¹ Ce sujet intéresse particulièrement la FIFDU, car c'est souvent le diplôme obtenu à l'issue de ce niveau d'enseignement qui permet l'accès aux formations universitaires, ou qui au contraire empêche les filles de s'y inscrire lorsqu'il est distinct de celui préparé dans les établissements de garçons. L'objectif principal de l'enquête rejoint donc celui qui guide toutes les actions de la Fédération: comparer les conditions de l'éducation des filles à celles des garçons, afin de tenter de comprendre quels obstacles empêchent les femmes d'accéder à la pleine égalité avec les hommes dans les formations universitaires et les carrières leur faisant suite. La méthode d'enquête s'institutionnalise progressivement afin de ne pas se borner à une succession de rapports nationaux. Cherchant à engager davantage d'échanges entre les pays membres de la FIFDU, chaque association est invitée à désigner une référente pour fournir les données relatives à son pays, et un comité de membres élus est chargé d'en réaliser une synthèse. Cependant, la préface du rapport final souligne «[un] nombre de réponses et [une] quantité de documents trop chaotiques»¹² pour que le comité atteigne pleinement ses objectifs. Il décide dès lors de choisir une personne unique, la Hongroise Amélie Arató, pour mener une enquête plus poussée, manifestant d'une certaine manière l'échec du dialogue interculturel amorcé. Après deux ans de voyages dans 25 pays d'Europe, elle rédige un rapport couplant ses propres observations et ses recherches d'informations données par les différentes associations nationales.¹³ Son travail a une visée de synthèse et dresse des typologies groupant les pays européens qui partagent des caractéristiques communes dans l'organisation de leur système éducatif ou de leurs programmes d'enseignement. Mais il tente aussi d'éviter l'écueil de la simplification en donnant des exemples concrets et détaillés sur chaque système national au sein de ces regroupements.

Le deuxième projet de grande ampleur conduit par la FIFDU prouve à ses membres que la méthode d'investigation collective qui avait été abandonnée dans l'enquête sur l'enseignement secondaire peut se révéler fructueuse. Il s'agit de la rédaction d'un *Lexique international des termes universitaires*, ouvrage dressant un panorama de la vie universitaire de différents Etats à partir de la définition des termes les plus usités au sujet des institutions, des enseignants, des étudiants ou encore des examens. Ce projet dépasse les préoccupations propres à la FIFDU et à sa spécificité en termes de genre pour s'inscrire dans le cadre de sa collaboration avec le comité des représentants des

organisations internationales d'étudiants de l'Institut international de coopération intellectuelle.¹⁴ Elles y font notamment valoir leur expertise en matière de bourses,¹⁵ et le *Lexique* est censé faciliter les voyages d'études à l'étranger. Partant du constat que de nombreux termes sont utilisés dans plusieurs pays mais reflètent des concepts variés – le *college* universitaire américain étant par exemple très différent du *collège* d'enseignement secondaire français –, l'ouvrage doit permettre d'éviter certaines confusions tout en représentant un outil de connaissance d'autres cultures: «[...] si nous étudions les mots utilisés par une nation, nous devrions apprendre quelque chose de cette nation, de son mode de vie, de sa façon de penser et de sa sensibilité.»¹⁶ Il est conçu comme une suite de paysages universitaires nationaux, comprenant la plupart des pays d'Europe, ainsi que les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Egypte, l'Inde, la Palestine et l'URSS. La responsable de la coordination du projet, Marie Monod, souligne la difficulté de ces «recherches collaboratives», les documents envoyés par les associations nationales n'étant pas toujours de valeur comparable. Les membres du comité chargé de la publication doivent trouver une grille de classification de listes de termes très disparates qui puisse être opérationnelle pour tous les pays, impliquant de trouver «des expressions congruentes qui couvrent des idées qui diffèrent considérablement».¹⁷ Ce sont alors sept années d'intense correspondance entre les associations et le comité qui sont nécessaires afin d'obtenir un travail uniforme pour tous les pays. Ainsi, la période de l'entre-deux-guerres correspond à un temps de «tâtonnement méthodologique» pour la FIFDU, qui entend profiter de la richesse de la diversité de ses associations nationales pour produire des données comparatives en éducation. Poursuivant un but de diffusion internationale d'un modèle d'égalité entre les sexes, certaines enquêtes étudient les obstacles à ce modèle dans le monde éducatif, quand d'autres cherchent à faciliter la mobilité internationale des étudiantes et des chercheuses, nécessaire à la promotion de leurs carrières. Mais toutes servent à remplir une des vocations de la Fédération, qui est de «travailler ensemble pour mieux se connaître, pour mieux s'entendre».¹⁸ S'essayant à plusieurs modes de coopération, les membres se confrontent aux difficultés du travail collaboratif international. Les travaux restant souvent une mosaïque de portraits nationaux, ce sont davantage les modalités de leur mise en œuvre que leur contenu même qui impliquent le dialogue interculturel. Les échanges transnationaux entre pays occidentaux et nonoccidentaux restent toutefois limités du fait de la prééminence américano-européenne.

Expansion géographique et diversification des thématiques: les moteurs de l'après-Seconde Guerre mondiale

A la suite de la Seconde Guerre mondiale, qui a vu la veille des activités régulières de la FIFDU et la mise en place d'un dispositif de secours aux diplômées et aux étudiantes réfugiées,¹⁹ la Fédération se réorganise peu à peu. Si les pays du bloc de l'Est la quitte progressivement devant l'impossibilité de maintenir la neutralité politique exigée par les statuts, les années 1950 voient tout de même la reprise de sa croissance. Cette décennie est synonyme d'une intense expansion géographique, en particulier en Amérique centrale et du Sud (Nicaragua, Pérou, Le Salvador, Paraguay, Cuba, Bolivie, République dominicaine et Haïti, ces quatre dernières associations étant dissoutes dans les années 1960 du fait de problèmes politiques), en Asie (Philippines, Thaïlande, Corée, Japon, Pakistan, Indonésie, Hong Kong, Birmanie), également mais dans une moindre mesure au Proche-Orient (Liban, Turquie, Iran) et en Afrique (Rhodésie, Ouganda, puis Kenya, Nigeria et Soudan dans les années 1960).

Cette situation tout à fait nouvelle s'accompagne de difficultés à maintenir les critères d'adhésion et alimente des débats internes sur l'équilibre à trouver entre «le devoir d'encourager et le devoir de maintenir un haut niveau d'érudition».²⁰ De plus, les obstacles à la participation des associations nonoccidentales à la vie de la FIFDU ne sont pas levés, la plupart des événements ayant toujours lieu en Europe. Certaines évolutions s'opèrent néanmoins et les présidentes et les secrétaires de la Fédération voyagent à plusieurs reprises pour maintenir le lien avec les «associations lointaines».²¹ Alors que les élues du bureau de la FIFDU sont toujours dans l'immense majorité d'origine européenne ou nord-américaine, les différents comités s'ouvrent progressivement à de plus en plus de membres de ces nouvelles associations qui, si elles ne peuvent pas toujours assister aux réunions, participent au travail des comités par une intense correspondance. Par exemple, lors du congrès de 1953, la Mexicaine Maria de la Luz Grovas, présidente du comité des relations culturelles, reconnaît n'avoir joué qu'un rôle consultatif du fait de son éloignement du centre des réunions en Europe.²²

Les années 1950 et 1960 sont ponctuées par d'importantes évolutions en ce qui concerne les projets poursuivis dans le domaine éducatif: progressivement, une grande partie de ces activités s'aligne sur le programme de l'UNESCO. En effet, tâchant de s'ouvrir aux Organisations non gouvernementales (ONG), l'UNESCO accorde à la FIFDU un statut consultatif qui lui permet d'assister à quelques-unes de ses séances, de soumettre des recommandations sur certains points du programme et de collaborer, directement ou via le comité des ONG, à des études spécifiques.²³ Partageant son idéal de maintien de la paix par l'éducation et la culture, la Fédération accueille avec enthousiasme ce nouveau rôle, notamment

en élaborant des enquêtes sur des sujets du programme de l'UNESCO présentant un intérêt pour les membres de la Fédération. Il s'agit principalement des différents aspects de l'éducation des filles, qui s'affirme comme le champ d'expertise privilégié de la FIFDU, mais également de problématiques nouvelles pour les membres de la Fédération et intéressant grandement ses associations nonoccidentales, comme l'alphabétisation ou l'éducation des adultes. La méthode de travail collaboratif esquissée durant l'entre-deux-guerres s'institutionnalise par la production de questionnaires envoyés aux différentes associations nationales, puis la synthèse des réponses par un comité. Dans ce contexte, les enquêtes acquièrent un nouvel objectif pratique: les rapports servent dorénavant de base à l'élaboration de recommandations diffusées aux décideurs politiques nationaux via les organisations intergouvernementales, pour que partout les filles puissent atteindre les mêmes possibilités éducatives que les garçons.

Un des grands projets réalisés par la Fédération internationale dans ce cadre correspond à l'enquête sur l'accès des femmes à l'enseignement supérieur conduite entre 1956 et 1958 sous contrat direct de l'UNESCO. Au-delà de la représentation des étudiantes dans les effectifs universitaires, de nombreux aspects de la formation supérieure des femmes y sont abordés, comme les choix d'orientation privilégiés, le caractère mixte ou non mixte des formations, l'appartenance sociale des étudiantes, leur participation à la vie étudiante, ou encore les œuvres leur étant destinées. L'objectif de cette collaboration entre les deux organisations est d'utiliser l'expérience de terrain des membres de la FIFDU pour dépasser l'analyse de la situation telle qu'elle apparaît dans les textes officiels et les données chiffrées fournis par les gouvernements à l'UNESCO, et de faire état de la concordance ou du décalage existant entre ce cadre réglementaire et les pratiques effectives. Les associations nationales ayant participé à l'enquête sont très diversifiées et toutes les régions du monde y sont représentées. Pourtant, loin de constituer une étude comparative, le rapport final élaboré par le comité des relations culturelles cherche plutôt à concevoir une «généralisation valide»²⁴ du phénomène. Selon le document, la progression de l'accès des femmes à l'enseignement supérieur suivrait les mêmes tendances partout dans le monde, mais avancerait à un rythme plus ou moins rapide selon les pays considérés.

La synthèse effectuée rend ainsi difficile l'analyse de différences entre systèmes éducatifs au prisme de leurs caractéristiques sociales et culturelles, car si certaines situations nationales particulières sont citées pour exemplifier la généralisation ou lorsque les cas s'en démarquent fortement, la plupart des assertions sont censées représenter «une» situation mondiale. Les auteures sont conscientes de la réduction opérée, mais justifient leur choix par la volonté de dresser *in fine* des recommandations pour développer l'enseignement supérieur des femmes qui soient valables dans l'ensemble des pays. Ici, l'ambition politique de présentation

de ces conclusions aux représentants des Etats à l'occasion d'une réunion de la Commission de la condition de la femme semble desservir la précision scientifique de l'enquête en gommant les différences régionales. Les conclusions du rapport font ressortir de nettes avancées dans les possibilités d'accès des femmes aux études universitaires dans l'ensemble des pays, mais reconnaissent un développement à deux vitesses. Dans les pays ayant ouvert les portes des facultés aux étudiantes depuis plus longtemps, les progrès se font de manière lente, alors que dans les pays en voie de développement les changements s'opèrent depuis peu de temps mais très rapidement. Les recommandations proposées pour accélérer cette tendance générale ciblent davantage les objectifs à atteindre – le développement simultané des autres niveaux d'enseignement, une liberté totale dans le choix des orientations des étudiantes, la lutte contre les traditions sociales et culturelles reléguant les femmes à leur rôle traditionnel d'épouse et de mère – que les moyens pour y arriver. Certaines pistes pratiques sont proposées, comme l'augmentation des bourses ou une plus grande flexibilité dans les conditions d'études, mais il est demandé de laisser à chaque Etat les possibilités de choisir leur méthode pour atteindre l'objectif d'égalité: «Il ne serait pas désirable de chercher à imposer des structures étrangères à une société au nom du progrès.»²⁵

Au cours des années 1960 s'effectue une diversification des problématiques abordées qui, tout en laissant une place centrale à la situation des femmes, s'ouvrent sur d'autres types et d'autres niveaux d'enseignement comme l'éducation des adultes, l'orientation, l'enseignement en milieu rural, la transition entre l'école et le travail, l'alphabétisation, la coéducation. D'une part, cet élargissement des thématiques correspond à une complexification des analyses, venant compléter les enquêtes générales déjà réalisées. D'autre part, l'attention croissante accordée aux enjeux de l'éducation de base et de l'alphabétisation peut s'expliquer par l'influence conjointe de l'UNESCO, qui porte de plus en plus son action vers l'assistance technique aux pays en voie de développement,²⁶ et des nouvelles associations de la Fédération, plus touchées par ces questions.

Cette prolifération et la diversification des enquêtes ne sont pas sans poser de problèmes, car de nombreuses associations nationales se plaignent de la surcharge de travail occasionnée par les questionnaires, et de la difficulté de trouver rapidement des membres compétentes pour y répondre. De même, le danger de l'absence de cohérence dans le programme d'études est parfois soulevé. Certaines membres – occidentales pour la plupart – estiment en effet que quelques-unes des nouvelles thématiques dépassent les objectifs de la FIFDU, qui devraient, comme durant l'entre-deux-guerres, se limiter aux problématiques touchant l'enseignement supérieur et les carrières professionnelles.²⁷ Cela révèle la difficulté de concilier les besoins d'associations nationales dont les systèmes éducatifs ont

atteint des degrés d'avancement très divers. Toutefois, les «anciens» pays membres de la Fédération adoptent plutôt une attitude d'encouragement envers les jeunes associations, considérant qu'il est de leur devoir de les aider à accéder au «niveau de culture et de responsabilité qu'on est en droit de demander aux femmes de nos jours». ²⁸ Les pays nonoccidentaux dans lesquels les filles ont encore peu accès à l'éducation sont donc loin d'être désapprouvés, mais sont dans l'ensemble soutenus par des femmes fières de leur propre accomplissement et déterminées à partager leur expérience pour accélérer la dynamique de promotion des droits des femmes partout dans le monde.

Conclusion

«Nous ne voulions imposer à personne les idées d'une autre nation ou d'un groupement de nations. Nous ne cherchions pas à ce que tous les peuples se ressemblent, mais plutôt à ce qu'ils restassent différents, car le monde serait ainsi beaucoup plus intéressant. Cependant, nous étions convaincues que chaque pays avait beaucoup à apprendre des autres pays.» ²⁹ Ces mots de Virginia Gildersleeve résument l'ambition de la FIFDU en matière de coopération internationale. L'analyse des travaux conduits par la Fédération dans le domaine éducatif révèle que l'organisation entend diffuser le principe d'égalité entre les sexes au niveau international, mais sans chercher à imposer un modèle unique pour y parvenir. Les enquêtes menées pour dresser un panorama mondial de la situation de l'éducation des filles semblent autant un moyen de réfléchir aux obstacles à l'égalité d'accès aux différents niveaux d'enseignement, qu'une excuse pour développer la collaboration entre femmes de différents pays. Le dialogue interculturel est dès lors moins pensé en termes de transferts culturels, que comme un moyen pratique de mutualiser des connaissances.

Néanmoins, les archives de la FIFDU laissent entrevoir quelques contradictions entre volonté d'internationalisme et intégration de pays dans lesquels l'enseignement supérieur des femmes est encore peu développé. En effet, si les sources mettent relativement peu en avant les épisodes de désaccords entre membres, cette étude de cas soulève à plusieurs reprises les difficultés d'un réel féminisme transnational. Dans le fonctionnement même de la FIFDU, les membres des pays nonoccidentaux restent longtemps à l'écart des responsabilités, devant les contraintes géographiques les maintenant éloignées des centres de décision. Leur appartenance à la Fédération est cependant nettement valorisée dans le cadre des enquêtes menées dans le domaine éducatif, la grande diversité des associations étant alors perçue comme une richesse. Mais si les discours sur l'éducation des filles ne changent guère avec l'adhésion d'un plus grand nombre

de pays d'Amérique du Sud, d'Afrique et d'Asie, de nouvelles problématiques éducatives font leur apparition. Moins voisine des intérêts directs des femmes diplômées occidentales, cette diversification des thématiques est parfois critiquée, mais ne remet pas en question le rapprochement avec les pays en voie de développement. A cet égard, l'intérêt porté par la Fédération au sujet de la situation des femmes africaines dans les années 1960 éclaire les motivations de cette expansion géographique. Sous l'influence de l'UNESCO et de Jeanne Chaton, membre française fortement impliquée dans les instances intergouvernementales, la FIFDU cherche à nouer des liens avec des femmes des pays d'Afrique et y organise des cycles d'études pour leur faire prendre conscience de la valeur de la spécificité de leur continent et de l'effet qu'elles peuvent produire dans le développement de leurs nations. Au cours du séminaire tenu à Kampala en 1964, les «anciennes» membres de la Fédération semblent ainsi concevoir l'Afrique comme un terrain d'expérimentation de leurs théories concernant le rôle social des femmes: «Les réunir, leur permettre de fixer leur rôle devait tenter la FIFDU, car jamais dans aucun des pays qui ont des Associations de femmes diplômées déjà anciennes, les membres de nos Associations n'ont eu cette chance de jouer un rôle déterminant dans cette évolution culturelle ou sociale qui s'est faite au cours des siècles.»³⁰ Une conception qui confirme la mission de «guide» que se fixent les associations occidentales.

Notes

- 1 Christine von Oertzen, *Science, Gender, and Internationalism. Women's Academic Networks, 1917–1955*, New York 2014.
- 2 Cette contribution s'appuie sur une recherche doctorale en cours en sciences de l'éducation traitant de l'engagement de la Fédération internationale des femmes diplômées des universités pour la promotion de l'accès des femmes aux études et aux titres universitaires.
- 3 Leila Rupp, *Worlds of Women. The Making of an International Women's Movement*, Princeton (NJ) 1997.
- 4 Gisèle Sapiro (éd.), *L'espace intellectuel en Europe*, Paris 2009.
- 5 Joëlle Droux, Rita Hofstetter, Marc Depaepe (éd.), «Internationalization in Education (18th–20th Centuries)», *Paedagogica Historica. International Journal of the History of Education* 50 (2014).
- 6 Atria, Institute on Gender Equality and Women's History, Amsterdam (Atria), Archives de la FIFDU (Arch FIFDU), 129, «Minutes of the 16th meeting of the Council, 1931».
- 7 Atria, Arch FIFDU, 644, «The Egyptian Federation of University Women, 1950», 1.
- 8 Atria, Arch FIFDU, 129, «Minutes of the 12th meeting of the Council, 1928», 10.
- 9 Atria, Arch FIFDU, 129, «Minutes of the 15th meeting of the Council, 1930», 5.
- 10 Atria, Arch FIFDU, 67, «Report of the First Conference, July 1920», 43–54.
- 11 Atria, Arch FIFDU, 109, «Minutes of the 3rd Conference, 1924».
- 12 Amélie Arato, *L'enseignement secondaire des jeunes filles en Europe*, Bruxelles, 1934, 6.
- 13 Pour plus d'informations sur cette enquête, voir Joyce Goodman, «Social Change and Secondary Schooling for Girls in the «Long 1920s»: European Engagements», in Joyce

- Goodman, Gary McCulloch, William Richardson (éd.), *Social Change in the History of British Education*, Londres 2009, 95–111.
- 14 Joyce Goodman, «Women and International Intellectual Co-operation», *Paedagogica Historica. International Journal of the History of Education* 48 (2012), 357–368.
 - 15 Archives de l'UNESCO, Paris, IICI C.XIV.5, «Organisation des bourses internationales (projet Marie Curie)», 1930.
 - 16 Atria, Arch FIFDU, 78, «Report of the 7th Conference, 1936», 96.
 - 17 Idem.
 - 18 Fédération internationale des femmes diplômées des universités, *Lexique international des termes universitaires*, 1939, XII.
 - 19 Voir par exemple le cas français, Rémy Cazals, *Lettres de réfugiées. Le réseau de Borie-blanque. Des étrangères dans la France de Vichy*, Paris 2004.
 - 20 Edith Batho, *A Lamp of Friendship. A Short History of the International Federation of University Women*, Londres 1968, 30.
 - 21 «AFDU. Assemblée générale annuelle», *Femmes diplômées* 14 (1955), 25.
 - 22 Atria, Arch FIFDU, 82, «Report of the 11th Conference, 1953», 51.
 - 23 Bibliothèque Marguerite Durand, Paris (BMD), fonds Jeanne Chaton 3, Jeanne Chaton, «Rôle des organisations non gouvernementales en relation avec l'UNESCO», non daté.
 - 24 Atria, Arch FIFDU, 513, «Report on the Access of Women to Higher Education», 1957.
 - 25 Ibid., 44.
 - 26 Chloé Maurel, *L'UNESCO de 1945 à 1974*, thèse, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2006.
 - 27 Batho (voir note 20), 34 s.
 - 28 BMD, fonds Jeanne Chaton 4, «Sur l'enquête relative aux buts et objectifs de la FIFDU», 1965.
 - 29 Virginia Gildersleeve, «Comment cela a commencé», *Bulletin de nouvelles de la FIFDU* 1 (1953), 3.
 - 30 Jeanne Chaton, «Le premier cycle d'études de la FIFDU en Afrique», *Diplômées* 59 (1964), 177–179.

Zusammenfassung

Die Mädchenbildung als Mittel der internationalen Kooperation. Eine Herausforderung für die «Fédération internationale des femmes diplômées des universités» (1919–1970)

Die 1919 gegründete internationale Vereinigung der Akademikerinnen, die *Fédération internationale des femmes diplômées des universités* (FIFDU), entwickelte sich rasch zu einem bedeutenden transnationalen Frauennetzwerk. Im Bestreben, den Frieden durch internationale Verständigung zu fördern, konzentrierte sich das Engagement ihrer Mitglieder auf die Verbesserung der Bildungs- und Berufschancen von Frauen. Die FIFDU tat sich vor allem durch Datenerhebungen zur Stellung der Frau in den Mitgliedstaaten hervor. Im Zentrum des Aufsatzes stehen Umfragen über die Mädchenbildung und die dazu herausgegebenen Berichte der FIFDU aus dem Zeitraum von 1919–1970. Der Beitrag stellt einen Zusammenhang zwischen der Wissensproduktion und der geografischen Expansion der FIFDU in nichtwestliche Staaten her und untersucht die Kooperation der FIFDU mit dem *Institut international de coopération intellectuelle* beziehungsweise der UNESCO. Er fragt nach den Modalitäten der Zusammenarbeit zwischen Frauen aus verschiedenen Weltregionen. Das Interesse gilt insbesondere der Frage, inwiefern die Formulierung der Untersuchungsfragen und die Berichte der kulturellen Diversität Rechnung trugen. Damit trägt der Aufsatz zur Analyse der Machtverhältnisse bei, welche die Tätigkeit dieser internationalen Frauenvereinigung charakterisierten.

(Übersetzung: Regula Ludi)